

ARRÊTÉ n°2021-003

**PORTANT MESURES DE POLICE APPLICABLES DANS LE DÉPARTEMENT DES ALPES- MARITIMES
EN VUE DE RALENTIR LA PROPAGATION DU VIRUS COVID-19**

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 227-2 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-17 et L.3136-1 ;
- Vu** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, notamment son article 1er ;
- Vu** le code pénal ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de Préfet du département des Alpes-Maritimes (hors classe) ;
- Vu** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République ;
- Vu** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'avis du directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) Provence Alpes Côte d'Azur relatif à la situation épidémiologique et sanitaire des Alpes-Maritimes en date du jeudi 31 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-859 du 3 décembre 2020 modifié portant obligation du port du masque dans certaines communes du département des Alpes-Maritimes ;

Vu les instructions du Premier ministre du 1^{er} janvier 2021

Considérant la nécessité de poursuivre la lutte contre le caractère actif de la propagation du virus SARS-CoV-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que, pour faire face à la propagation sur le territoire national de l'épidémie de covid-19, qui constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré en conseil des ministres à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure par le décret du 14 octobre 2020 susvisé et prorogé par la loi du 14 novembre 2020 susvisée jusqu'au 16 février 2021 inclus ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-CoV-2, le Premier ministre a, par le décret 29 octobre 2020 susvisé, prescrit les mesures générales applicables à compter du 30 octobre 2020 et notamment une interdiction de déplacement des personnes hors de leur lieu de résidence et d'accueil du public dans certains établissements entre 20 heures et 6 heures du matin ;

Considérant qu'en vertu de l'article 4 du décret précité, le représentant de l'État dans le département est habilité à adopter des mesures plus restrictives en matière de trajets et de déplacements des personnes lorsque les circonstances locales l'exigent ; que l'article 29 du même décret permet au préfet de département, lorsque les circonstances locales l'exigent, de fermer provisoirement une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunions, ou d'y réglementer l'accès du public ;

Considérant qu'en raison d'une part d'un taux d'incidence élevé entraînant un dépassement très important du seuil d'alerte, et d'autre part de la hausse du taux de positivité des tests, la situation sanitaire demeure préoccupante dans le département des Alpes-Maritimes ;

Considérant que le taux d'incidence sur sept jours glissants dans le département est de 295 pour 100 000 habitants au sein de la population générale, et est supérieur à 200 pour 100 000 habitants parmi la population âgée de plus de 65 ans ; alors que les moyennes nationales sont respectivement de 124,7 pour 100 000 et de 133,9 pour 100 000 ;

Considérant que le taux d'occupation des lits en réanimation dans la région Provence Alpes Côte d'Azur est de 42 % alors que la moyenne nationale est de 39 % ;

Considérant que le virus affecte le département des Alpes-Maritimes davantage encore que le reste du territoire métropolitain ;

Considérant que le virus affectant particulièrement le territoire du département des Alpes-Maritimes, il convient d'y appliquer des mesures plus restrictives que celles applicables au niveau national, strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu afin de garantir la santé publique ;

Considérant que l'ensemble de ces mesures est de nature à restreindre les regroupements propices à la propagation rapide, simultanée et à grande échelle du virus ;

Considérant l'urgence ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet ;

ARRÊTE

Article 1 : tout déplacement hors de son lieu de résidence est interdit entre 18 heures et 6 heures du matin sur l'ensemble du département des Alpes-Maritimes, en dehors des exceptions prévues à l'article 4 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié.

Article 2 : l'ensemble des établissements recevant du public, autorisés à accueillir du public, peuvent être ouverts au public entre 6 heures et 18 heures et à l'exception des activités mentionnées à l'article 37 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié.

Article 3 : le présent arrêté est applicable à compter du samedi 2 janvier 2021 à 18h00.

À compter du 4 janvier 2021, ces mêmes horaires sont applicables, pour l'application des dispositions du décret du 29 octobre 2020 susvisé autorisant l'accueil de personnes mineures dans les établissements recevant du public, sauf aux groupes scolaires et périscolaires.

Article 4 : les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : la violation des dispositions prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe (135 €), conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique.

Article 6 : transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nice et à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Grasse.

Article 7 : le présent arrêté peut faire, dans le délai de deux mois, l'objet :

- soit d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture (cabinet-direction des sécurités) ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (18 avenue des Fleurs 06 000 Nice) ou via l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 : Le Directeur de cabinet du Préfet des Alpes-Maritimes, la Directrice départementale de la sécurité publique, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale, les Maires des communes du département des Alpes-Maritimes, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et entrera en vigueur immédiatement.

Fait à Nice, le 1^{er} janvier 2021

Le Préfet des Alpes-Maritimes



Bernard GONZALEZ